

**Climat - COP24 - Discours de Mme
Brune Poirson, secrétaire d'Etat
auprès du ministre d'Etat, ministre
de la transition écologique et
solidaire, au segment de haut niveau**
(Katowice, 11 décembre 2018)

(Seul le prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président de la COP24,

Madame la Secrétaire-exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les
changements climatiques,

L'accord de Paris n'est pas qu'un traité international. C'est un contrat social. Ce contrat social,
il nous oblige vis-à-vis de nos populations - où qu'elles soient.

Mais pour réussir cette transition, nous ne pouvons pas laisser de côté une partie de la
population.

Cette transition, elle sera solidaire ou elle ne sera pas.

Et je tiens ici à clarifier les choses : le mouvement des gilets jaunes en France a exprimé une
colère, mais cette colère dépasse de loin la question climatique. Ce qu'elle nous dit, en
revanche, c'est qu'il faut faire plus et plus vite en faveur de la planète. Ce qu'elle nous dit, c'est
que nos concitoyens veulent vivre mieux et avoir des emplois qui ont du sens. C'est le projet
de société que contient l'accord de Paris. C'est pourquoi et je tiens à le réaffirmer ici, la France
est pleinement, pleinement, mobilisée pour réussir la transition vers la neutralité carbone. Cet
objectif reste notre cap.

Il faut donc que cette COP24 soit celle de la concrétisation des engagements pris à Paris. Il en
va de notre crédibilité et de notre capacité à associer les citoyens à la transition écologique.

Nos populations nous demandent deux choses : de la confiance et de la cohérence.

L'enjeu, c'est d'abord la confiance.

Pour cela, nous devons nous mettre d'accord:

1. Sur des règles d'application universelles,
2. Sur la façon de reconnaître collectivement nos progrès, en toute transparence et selon les capacités de chacun,
3. Sur la mobilisation des financements.

La confiance c'est aussi respecter l'Accord de Paris. C'est donc tout mettre en oeuvre pour atteindre ses objectifs. Le dialogue Talanoa d'aujourd'hui a déjà montré que les efforts des Etats sont réels mais qu'ils ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs de Paris. C'est pourquoi nous encourageons aujourd'hui les pays à déposer, pour 2020, de nouvelles contributions nationales, plus ambitieuses.

L'autre enjeu c'est la cohérence.

Les scénarios du GIEC sont connus de tous. Nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire d'émissions pour survivre. C'est ce que le Secrétaire général des Nations Unies a rappelé avec force en ouverture de cette COP. Ce diagnostic nous l'avons tous reconnu en signant l'Accord de Paris. Il nous incombe donc d'être cohérents, c'est-à-dire d'agir en conséquence à tous les niveaux.

La France agit donc sur son territoire, au niveau européen et au niveau international :

1. Sur notre territoire : nous venons d'adopter une stratégie nationale bas-carbone qui définit, secteur par secteur, la trajectoire qui nous permettra de placer la France dans un scénario de limitation à 2°C du réchauffement climatique. Nous nous sommes aussi dotés de mesures pour accompagner le passage à la voiture propre, au chauffage propre, à l'isolation thermique pour tous.
2. Au niveau européen : nous pensons qu'il faut mobiliser le budget européen pour accompagner les populations les plus durement touchées par la reconversion des industries fossiles.
3. Au niveau international : nous mobilisons les financements pour accompagner la transition des pays les plus pauvres et les plus vulnérables au changement climatique. Nous avons

annoncé une contribution de 300 millions de dollars au fonds pour l'environnement mondial, nous contribuerons au Fonds d'adaptation à hauteur de 15 millions d'euros en 2019, aux fonds pour les pays les moins avancés à hauteur de 20 millions d'euros et participerons à la reconstitution du Fonds vert pour le Climat. Enfin, lors du One Planet Summit, nous nous sommes engagés à consacrer 1,5 milliards d'euros par an d'ici 2020 au financement de mesures d'adaptation. Au total, la France portera ses financements publics pour le climat de 3 milliards d'euros par an en 2015 à 5 milliards d'euros par an en 2020, soit une hausse de 60% par rapport à 2014. Et, à la demande du Secrétariat général des Nations unies, le président Macron et le Premier ministre Holness présenteront des recommandations collectives lors du Sommet de l'ONU en septembre 2019 sur la promesse des 100 milliards de financement par an. Au-delà, les efforts diplomatiques engagés en 2019 à travers la prochaine édition du One Planet Summit à Nairobi le 14 mars prochain, puis à travers la présidence française du G7 qui commence le 1er janvier prochain, montreront comment nous pouvons rediriger massivement les investissements mondiaux vers un développement bas-carbone.

Le succès de la COP24 nous donnera, je l'espère, le cadre, les outils pour créer la confiance et pour garantir la cohérence de notre action.

C'est nécessaire pour mener la bataille climatique.

Mais ce n'est que le début.

L'Accord de Paris, je l'ai déjà dit en introduction c'est le contrat social du XXI^e siècle. C'est la condition de notre vivre ensemble dans des conditions dignes. C'est aussi pour chacun la promesse d'une vie qui ait un sens. L'accord de Paris, en somme, c'est l'espoir. Nous ne pouvons pas laisser se dégrader notre bien commun le plus précieux. C'est la responsabilité historique que porte notre génération.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)